



Pour un autre budget !

Toutes et tous en grève le 18 septembre !

Depuis 2017, Emmanuel Macron ne dévie pas de sa ligne : la politique de l'offre qui se traduit notamment par une baisse d'impôts pour les plus riches. Ce sont les services publics, la Sécurité sociale, les fonctionnaires qui en payent le prix avec des mesures d'austérité. Quel que soit le ou la premier·ère ministre, il nous faut imposer un nouveau cap budgétaire !

Projet de budget 2026 : le monde du travail dans le viseur !

Encore une année de gel :

Gel du point d'indice des fonctionnaires
Blocage de toute revalorisation catégorielle
Gel des pensions des retraité·es
Gel des prestations sociales
(allocations familiales, logement, AAH...)

➔ Avec une inflation d'au moins +1,4 %, c'est une baisse du pouvoir d'achat et du niveau de vie !

Un nouveau coup porté aux malades après le jour de carence et la baisse de 10% des indemnités en cas d'arrêt maladie :

- Doublement des franchises médicales
 - Révision du statut des affectations de longue durée
- ➔ Coupables et punie·s d'être malades !

L'hécatombe dans les services publics :

- 3 000 suppressions d'emplois dès cette année
- 1 départ à la retraite sur 3 non remplacé dès 2027

➔ Une nouvelle saignée, alors que les services publics sont déjà à l'os !

Un autre budget est possible !

Une dette de 3 000 milliards d'euros ? C'est le résultat des choix politiques faits depuis 2017 par Emmanuel Macron. Selon les calculs d'ATTAC, les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux ménages aisés représentent à eux seuls 207 milliards d'euros, soit 24 % de la hausse de la dette sur cette même période. Si on considère l'ensemble des subventions, exonérations, ristournes et niches fiscales en faveur des entreprises, 211 milliards d'euros ont ainsi été versés en 2023, soit 6 690 euros par seconde, sans contreparties, sans conditions, sans transparence.

D'autres solutions existent !

Il est possible de trouver des recettes pour faire face à la situation budgétaire... Une solution évidente : taxer les riches ! La taxe Zucman viserait alors celles et ceux dont le patrimoine dépasse les 100 millions d'euros, c'est-à-dire 0,01 % des contribuables les plus riches. Elle permettrait de s'assurer qu'elles et ils payent au moins 2 % de leur patrimoine en impôt. Elle rapporterait 15 à 25 milliards d'euros. La suppression de deux jours fériés est, elle, censée rapporter 4,2 milliards d'euros...

**TOUTES ET TOUS
EN GRÈVE
LE 18 SEPTEMBRE !**

**Manifestation
régionale à Lille**

+ Calais/Boulogne
Cambrai/Maubeuge ...



lille.snes.edu